

PROFIL INSTITUTIONNEL 2026

Une meilleure santé et l'égalité des chances pour les femmes et les filles en Afrique

Un réseau panafricain de 1 143 organisations dans plus de 35 pays, engagé pour la santé, l'égalité de genre, les droits humains et le développement. Les organisations locales mènent l'action et le RFLD les soutient par les données, les politiques publiques, les subventions et la formation.

1 143

organisations dans le réseau

35+

pays africains

9,78 M

femmes et filles atteintes depuis 2013

722 100 US\$

en 27 subventions, juin à septembre 2026

12

outils de données ouvertes

6

bureaux, siège à Accra

QUI NOUS SOMMES

Réseau panafricain pour l'égalité de genre et le développement

Le RFLD est un réseau panafricain de 1 143 organisations dans plus de 35 pays. Nous agissons là où les lois et les budgets rencontrent la vie quotidienne : santé maternelle et DSSR, égalité de genre, droits humains, fin des pratiques néfastes, paix et sécurité, justice climatique et économique. Les organisations locales mènent l'action dans leurs communautés. Le RFLD les soutient par les données, le travail sur les politiques, les subventions, la formation et la protection.

Repères

Nom	Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)
Création	2012, actif depuis 2013
Statut	Organisation internationale au Sénégal ; ONG au Ghana, au Bénin, au Nigeria et en Gambie
Siège	Bureau Afrique, Accra, Ghana
Bureaux	Accra, Porto-Novo, Dakar, Banjul, Lagos, Igolo
Langues	Français et anglais, portugais pour l'Africa Grant Portfolio
Reconnaissance	Statut d'observateur auprès de la CADHP N°553 ; Groupe de soutien du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits humains (Résolution 602) ; membre de SOAWR ; coprésidence du Conseil consultatif SEA-T (BMZ/GIZ)
Redevabilité	Audits externes sans réserve ; équivalence NGOsource 501(c)(3) ; Sceau Candid ; publication IATI
Direction	Dossi Sêkonnou Gloria AGUEH, Directrice Afrique et fondatrice ; Hélène WOUINSOU, présidente du Conseil d'administration

Notre méthode

Données

Douze outils gratuits et bilingues montrent où les États tiennent leurs engagements et où ils reculent.

Politiques

Nous portons ces données devant la Commission africaine, les organes de l'UA, la CEDEAO et les parlements.

Subventions

Le West African Feminist Fund (WAFF) et l'Africa Grant Portfolio financent les organisations locales par des systèmes audités.

Programmes

PAWELE, BRAVE, NAFASI et l'Académie francophone construisent des compétences et des systèmes durables.

THÉORIE DU CHANGEMENT

Des personnes aux systèmes

Niveau 1 · Personnes

Les femmes et les filles gagnent en santé, en compétences, en sécurité et en réseaux pour participer et diriger.

Niveau 2 · Organisations

Les organisations locales se dotent des systèmes, des finances et de la sécurité qui leur permettent de grandir et de résister.

Niveau 3 · Systèmes

Les lois, les budgets, les services et les normes évoluent, et les États rendent compte au titre du Protocole de Maputo et de la CADEG.

Nos principes

Piloté par les membres

Les organisations membres fixent les priorités en Assemblée générale.

Subventions fondées sur la confiance

Un financement flexible avec formation financière, évaluation de sécurité et soutien psychosocial.

Bilingue par choix

Le français et l'anglais rapprochent des mouvements que les financements séparent souvent.

Résultats mesurés

Outcome Harvesting et Most Significant Change, avec des tableaux de bord trimestriels.

Inclusion

Au moins 50 % de participation des femmes et un guichet dédié aux groupes vulnérables.

Données aux partenaires

Les données des bénéficiaires leur appartiennent.

Le socle juridique

Le Protocole de Maputo, adopté en 2003 et ratifié par 46 des 55 États membres de l'Union africaine, figure parmi les traités les plus avancés au monde sur les droits des femmes. Avec la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007) et l'Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité de droits (2015), il couvre chacun de nos domaines. Le retard porte sur la mise en œuvre, et c'est là que le RFLD agit.

46 / 55

États de l'UA ont ratifié le Protocole de Maputo

55

États suivis par le Hub du Protocole de Maputo

15

États de la CEDEAO dans la Plateforme législative

NOS DOMAINES D'ACTION

Chaque domaine s'appuie sur des engagements africains et internationaux et se met en œuvre avec les organisations les plus proches des femmes et des filles.

01 Santé

Santé maternelle, néonatale et infantile, DSSR, paludisme et données de santé ouvertes pour les ministères et les communautés.

02 Égalité de genre et leadership

Participation politique des femmes avec PAWELE, lois sur la parité et Observatoire des femmes en politique.

03 Droits humains et espace civique

Protection des défenseuses des droits humains, sécurité numérique et liberté d'association, avec NAFASI et CHARM Africa.

04 Politiques publiques et redevabilité

Suivi de l'application du Protocole de Maputo et de la CADEG dans 55 États, veille législative et budgets sensibles au genre.

05 Fin des pratiques néfastes

Abandon communautaire des MGF et du mariage d'enfants, application de la loi et orientation des survivantes.

06 Paix et sécurité

Femmes dans la médiation et l'alerte précoce, survivantes des violences liées aux conflits, plans d'action nationaux 1325.

07 Justice climatique et économique

Droits fonciers et successoraux, économie des soins, adaptation menée par les femmes et accès à la finance climat.

08 Développement et réseau

Subventions, outils de gestion et formations certifiantes qui renforcent les organisations locales et leur redevabilité.

RÉSULTATS

- 9,78 millions de femmes et de filles atteintes entre 2013 et 2026.
- Contribution au plaidoyer qui a conduit à la loi n° 2021-12 du Bénin sur la santé sexuelle et reproductive.
- Contribution à la campagne de 2024 qui a maintenu l'interdiction des MGF en Gambie.
- 27 subventions pour 722 100 US\$ à 26 organisations entre juin et septembre 2026, dont des organisations travaillant avec les groupes vulnérables.
- Plus de 110 défenseuses des droits humains formées à la sécurité numérique en 2026.
- 473 organisations utilisent gratuitement la Suite de gestion du RFLD.

01 Santé

C'est dans la santé que les droits des femmes sont mis à l'épreuve le plus directement. Le RFLD associe plaidoyer et données de santé ouvertes pour que ministères, planificateurs et communautés voient où les soins manquent et agissent.

Santé maternelle et néonatale

Santé maternelle, néonatale et infantile en Afrique francophone, en partenariat avec la Fondation David & Lucile Packard, avec des données ouvertes pour la planification et le plaidoyer.

DSSR

BRAVE forme des relais communautaires et appuie la mise en œuvre de l'article 14 du Protocole de Maputo, dont l'accès à la contraception et l'éducation complète à la sexualité dans le cadre légal de chaque pays.

Paludisme

Des données et un plaidoyer sur le paludisme qui placent les femmes et les enfants en premier.

Jeunes

Ma santé, mon droit : une plateforme interactive d'éducation à la santé sexuelle et reproductive.

Dignité et soins

Une approche contre la stigmatisation liée au VIH, à l'infertilité et au handicap, et l'orientation des survivantes de violences.

Le RFLD a contribué au plaidoyer qui a conduit à la loi n° 2021-12 du Bénin sur la santé sexuelle et reproductive.

02 Égalité de genre et leadership des femmes

Les lois changent peu sans les femmes là où elles sont votées et appliquées. Le RFLD prépare les femmes à se présenter, à gagner et à gouverner, et suit leur représentation dans la région.

PAWELE

Pan-African Women's Empowerment for Leadership and Equality : stratégie de campagne, financement, médias et sécurité pour les candidates ; rédaction législative et contrôle budgétaire pour les élues ; plaidoyer pour la parité.

Observatoire des femmes en politique

Données de représentation dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

Les droits dans les langues locales

Le Protocole de Maputo en version audio professionnelle en haoussa, zarma, yoruba et goun, pour les femmes qui ne lisent ni le français ni l'anglais.

À venir : des cohortes PAWELE avant les cycles électoraux et le Baromètre de Maputo chaque année pour chaque État.

03 Droits humains et espace civique

Les défenseuses des droits humains maintiennent les services, l'information et la redevabilité dans leurs communautés. Le RFLD les protège et défend l'espace où elles agissent, hors ligne comme en ligne.

NAFASI (Sida, 2026 à 2028)

Le RFLD pilote l'intégration du genre et la protection des défenseuses, et gère des permanences de sécurité numérique en français et en portugais.

CHARM Africa (Sida)

Un consortium d'organisations de la société civile, des médias et des droits humains en Afrique subsaharienne.

Plaidoyer continental

Déclarations orales et rapports alternatifs au sein du Groupe de soutien du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits humains.

Orientation

Les défenseuses en danger sont orientées vers Front Line Defenders, ProtectDefenders.eu, AWDF et les réseaux régionaux.

Plus de 110 défenseuses formées à la sécurité numérique en 2026.

04 Politiques publiques et redevabilité

Les engagements ne servent les femmes que s'ils atteignent les lois, les budgets et les services. Le RFLD donne à la société civile et aux parlementaires les données pour suivre ce chemin.

Veille législative

La Plateforme législative ouest-africaine et le Hub de la CADEG, l'observation électorale sensible au genre et les contributions à l'Examen périodique universel.

Suivre l'argent public

Analyse budgétaire sensible au genre et suivi de la dépense publique avec la société civile et les femmes parlementaires.

Médias et redevabilité

Formation des journalistes et des radios communautaires au traitement sensible au genre et aux questions budgétaires.

Le Baromètre de Maputo rend compte chaque année de l'application du Protocole par les États.

05 Fin des pratiques néfastes

En Afrique de l'Ouest, des familles, des aînés, des responsables religieux et d'anciennes exciseuses choisissent de mettre fin aux pratiques qui nuisent aux filles et aux femmes. Le RFLD soutient ces décisions au titre des articles 5 et 6 du Protocole de Maputo.

Dialogue communautaire

Confiance, partage de connaissances, déclarations publiques et suivi ; rites de passage alternatifs et maintien des filles à l'école.

Leaders et alliés

Chefs traditionnels et reines mères, imams et pasteurs, anciennes exciseuses reconverties, pères et jeunes hommes.

Loi et application

Des lois nationales conformes au Protocole de Maputo, la formation des policiers, procureurs et juges, l'enregistrement des naissances.

Accompagnement des survivantes

Orientation vers un soutien médical, psychosocial et juridique, et action d'urgence pour les filles en danger imminent.

Environ 230 millions de filles et de femmes en vie ont subi des MGF, et environ une jeune femme sur trois en Afrique subsaharienne a été mariée enfant (UNICEF). Le RFLD a contribué à la campagne de 2024 qui a maintenu l'interdiction des MGF en Gambie.

06 Paix et sécurité

Quand les femmes participent à un processus de paix, l'accord a 35 % de chances de plus de durer au moins 15 ans (ONU Femmes, 2015). L'action du RFLD s'appuie sur les résolutions 1325 et 2250 et les articles 10 et 11 du Protocole de Maputo.

Médiatrices

Formation à la négociation et à l'analyse des conflits, et liens au-delà des frontières.

Alerte précoce communautaire

Les femmes signalent les premiers signes de conflit pour que les autorités locales agissent avant les violences.

Survivantes des violences liées aux conflits

Documentation en vue des poursuites et orientation vers un soutien médical, psychosocial et économique.

Plans d'action nationaux

Un suivi par la société civile pour que les plans aient des lignes budgétaires et des déclinaisons locales.

Jeunes artisanes de paix

Mentorat entre générations et place des jeunes femmes dans les processus de paix.

07 Justice climatique et économique

Les Africaines cultivent une grande partie des terres du continent et gèrent l'eau et l'énergie du foyer. Garantir leurs droits économiques est une voie directe vers la résilience, dans une région qui produit 3 à 4 % des émissions mondiales et en subit une large part des effets.

Terre, succession et moyens de subsistance

Réforme des règles coutumières de succession, titres conjoints, éducation juridique et appui parajuridique aux veuves, coopératives de femmes.

Adaptation menée par les femmes

Alerte précoce en langues locales, cultures résistantes à la sécheresse, restauration des mangroves et accès à la finance climat pour les organisations de femmes.

Économie des soins et finance

Réduire et partager le travail de soin non rémunéré, groupes d'épargne, crédit plus juste et travail décent dans l'économie informelle.

Transition juste

Cuisson propre, énergies renouvelables communautaires, consentement libre, préalable et éclairé, et l'eau comme bien public.

Plaidoyer dans les négociations de la CCNUCC, l'Agenda 2063 de l'UA et les cadres de la CEDEAO, et sur les articles 15, 19 et 21 du Protocole de Maputo.

DONÜESÈ DATA CENTER

Les données ouvertes comme bien public

Le Centre de données DONÜESÈ offre à la société civile, aux journalistes, aux parlementaires et aux planificateurs de santé douze outils gratuits pour mesurer les États à l'aune de leurs engagements.

01 Hub du Protocole de Maputo

Ratification et mise en œuvre dans les 55 États de l'UA.

02 Hub de la CADEG

Respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

03 Hub des mécanismes de l'UA

Guides simples sur la Commission africaine, la Cour africaine et les organes de l'UA.

04 Plateforme législative ouest-africaine

Les lois sur les droits des femmes dans les 15 États de la CEDEAO.

05 Observatoire des femmes en politique

Données sur la représentation dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

06 Données de santé maternelle

Indicateurs de santé maternelle et néonatale pour la planification et le plaidoyer.

07 Données paludisme

Indicateurs qui montrent le poids du paludisme sur les femmes et les enfants.

08 Ma santé, mon droit

Éducation interactive à la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes.

09 Budgétisation sensible au genre

Outils pour suivre la dépense publique consacrée aux femmes et aux filles.

10 Plateforme d'action climatique

Données climatiques ventilées par sexe et études de cas d'adaptation.

11 Compendium africain de sécurité numérique

Protocoles ouverts pour la protection numérique des défenseuses.

12 Académie francophone

15 cours certifiants gratuits pour la société civile.

Académie francophone

15 cours en ligne gratuits et certifiants répartis en cinq écoles : droits, plaidoyer, paix et protection, justice économique et climatique, leadership et gestion. Les certificats sont vérifiables en ligne et délivrés après toutes les leçons et un quiz final réussi à 80 %. Avec la Coopération allemande (GIZ pour le compte du BMZ).

Suite de gestion du RFLD

Des outils en ligne gratuits pour les finances, les ressources humaines, les subventions, le suivi et la conformité, utilisés par 473 organisations dans le cadre du Programme de résilience organisationnelle, avec des vidéos de formation en français et en anglais.

SUBVENTIONS

Des subventions qui atteignent les organisations locales

Le RFLD redistribue des fonds par des systèmes audités et prend en charge la conformité, pour que les bailleurs internationaux atteignent des organisations qu'ils ne peuvent pas financer directement.

West African Feminist Fund (WAFF)

Subventions dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Candidatures en français ou en anglais.

Africa Grant Portfolio

Ouverture en janvier 2027 aux organisations des 55 États de l'UA qui servent les femmes et les filles, les groupes vulnérables et les personnes handicapées. Candidatures en français, en anglais ou en portugais.

Guichets de financement

Action urgente

Ouvert toute l'année, décision sous 5 jours ouvrables.

Renforcement des capacités

Salaires, systèmes et planification.

Plaidoyer

Campagnes, recherche et coalitions.

Inclusion des groupes vulnérables

Pour les organisations exclues des financements classiques.

Grille d'évaluation des candidatures

Alignement stratégique		25%
Qualité du projet		25%
Capacité organisationnelle		20%
Potentiel d'impact		20%
Gestion des risques		10%

27 subventions pour 722 100 US\$ à 26 organisations entre juin et septembre 2026, dont des organisations travaillant avec les groupes vulnérables.

RÉSULTATS

Ce que le réseau produit

1 143 organisations dans le réseau	35+ pays africains	9,78 M femmes et filles atteintes depuis 2013	722 100 US\$ en 27 subventions, juin à septembre 2026	12 outils de données ouvertes	6 bureaux, siège à Accra
--	------------------------------	---	---	---	------------------------------------

- 9,78 millions de femmes et de filles atteintes entre 2013 et 2026.
- Contribution au plaidoyer qui a conduit à la loi n° 2021-12 du Bénin sur la santé sexuelle et reproductive.
- Contribution à la campagne de 2024 qui a maintenu l'interdiction des MGF en Gambie.
- 27 subventions pour 722 100 US\$ à 26 organisations entre juin et septembre 2026, dont des organisations travaillant avec les groupes vulnérables.
- Plus de 110 défenseuses des droits humains formées à la sécurité numérique en 2026.
- 473 organisations utilisent gratuitement la Suite de gestion du RFLD.

Publications 2026

Lever les réserves au Protocole de Maputo : neuf fiches pays	Les femmes et l'eau : l'article 15 du Protocole de Maputo	Rédiger des rapports alternatifs sur le Protocole de Maputo : manuel de formation
Les violences en ligne faites aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre	Le financement des mouvements de femmes en Afrique de l'Ouest francophone : rapport de données	

Reconnaissance

La résolution 602 de la CADHP nomme le RFLD au Groupe de soutien du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits humains. Coprésidence du Conseil consultatif du programme SEA-T (BMZ/GIZ). Membre de la coalition SOAWR. Profil sur ReliefWeb (OCHA).

Porte-parole en français et en anglais sur les politiques de santé et de droits des femmes, l'égalité de genre, la protection des défenseuses et la société civile africaine. Presse : communications.info@rflgd.org · rflgd.org/press-kit

GOUVERNANCE ET REDEVABILITÉ

Gouverné par ses membres, vérifié par des tiers

Assemblée générale

Les organisations membres. Elles fixent les orientations et élisent le Conseil d'administration.

Conseil d'administration

Cinq membres élus le 15 janvier 2026 pour cinq ans. Supervision de la stratégie, des finances et de l'éthique.

Direction exécutive

Conduite quotidienne des programmes, des finances et de la conformité dans six bureaux.

Conseil d'administration

Hélène WOUINSOU

Présidente

Ruth HOSSOU

Vice-présidente

Tabiyi Mariam Bertille GBENAGNON

Secrétaire générale

Jeannine AGUEH

Trésorière générale

Colette KPOSSOU

Responsable chargée de l'organisation

Commissaires aux comptes : Marlène SAGBOHAN et Rebecca TCHANVOEDOU, indépendantes du Conseil et de la direction.

Statut et redevabilité

Organisation internationale au Sénégal ; ONG au Ghana, au Bénin, au Nigeria et en Gambie. Statut d'observateur auprès de la CADHP N°553. Coprésidence du Conseil consultatif du programme SEA-T (BMZ/GIZ). Audits externes sans réserve, équivalence NGOsource 501(c)(3), Sceau de transparence Candid, publication IATI.

Politiques adoptées

Statuts · Règlement intérieur · Charte de gouvernance du Conseil · Protection et PSEAH · Lutte contre la corruption et conflits d'intérêts · Gestion des risques · Conformité bailleurs et gestion des subventions · Sous-subventions et gestion des partenaires · Achats · Ressources humaines · Diversité, équité et inclusion · Sécurité numérique et gestion de l'information

Signalement confidentiel : integrity@rflgd.org ou rflgd.org/rfld-report

BAILLEURS ET PARTENAIRES

Construire ensemble dans la durée

Sida · GIZ / BMZ · Fondation David & Lucile Packard · Norad · AFD · CIVICUS · CIDH Africa · DefendDefenders

Devenir partenaire

Partenariat thématique

Un soutien pluriannuel à un domaine d'action, avec un cadre de résultats partagé.

Subventions

Un appui flexible au WAFF et à l'Africa Grant Portfolio, y compris l'Action urgente.

Partenariat stratégique

Un soutien de base au Plan stratégique 2023 à 2028 dans tous les domaines.

Dons individuels : rflgd.org/donate-to-rfld. Les donateurs américains peuvent donner par un fonds orienté par le donateur ou par le RFLD American Friends Fund chez Myriad USA.

Contacts

Dossi Sèkonnou Gloria AGUEH

Directrice Afrique et fondatrice

agueh.dossi@rflgd.org

John GBENAGNON

Directeur de la stratégie et du développement

gbenagnon.john@rflgd.org

Gogo ASHIFIE

Responsable régionale des finances

finance@rflgd.org

Équipe des programmes

Membres, recherche et collaboration

programs@rflgd.org

Accra (siège) +233 53 496 8866 · Dakar +221 77 541 84 37 · Porto-Novo +229 01 50 02 46 19 · Banjul · Lagos · Igolo
rflgd.org · admin@rflgd.org

Profil complet, comptes audités et politiques sur demande : finance@rflgd.org